

**COMMUNE D’ORAISON**  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**  
**SEANCE ORDINAIRE DU 03 JUIN 2025**

Le Conseil Municipal légalement convoqué, s’est réuni le 03 juin 2025 à 19h00, dans la salle du conseil municipal, sous la présidence de Monsieur Benoît Gauvan, Maire d’Oraison.

Nombre de Conseillers En exercice : 29 Présents : 22 Pouvoirs : 3 Suffrages exprimés : 25 Date de la convocation : 28/04/2025
--

**Etaient présents** : Tous les membres en exercice sauf :

M. François Imbert, pouvoir à Mme Valérie Brennus  
Mme Vanessa Dominici, pouvoir à Mme Marie-Thérèse Martinon  
Mme Carole Bouclier, pouvoir à Mme Isabel Gamba  
M. Pascal Forget, Mme Christelle Berteau, M. Yves Benessy, absents  
M. Olivier Laurent, excusé.

,  
**Secrétaire de Séance** : Mme Michèle Saez

**OBJET : REVERSEMENT D’UNE PARTIE DE LA PART COMMUNALE DE LA TAXE  
D’AMENAGEMENT PERCUE SUR LA ZONE D’ACTIVITES  
COMMUNAUTAIRE A DLVAgglo**

**N° 39/2025**

**Vu** l'article L.2331-5 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** les articles L 331-1 et L 331-2 du code de l’urbanisme ;

**Vu** les statuts en vigueur de DLVAgglo ;

**Vu** le code général des impôts et notamment ses articles 1379 et 1639 A bis VI, 1635 quater A et suivants ;

**Vu** le rapport de la CLECT du 25 septembre 2024, dûment approuvé par les communes ;

**Vu** la délibération CC-3-12-24 du conseil communautaire du 10 décembre 2024,

**Considérant** qu’aux termes des articles du CGI précités, sur délibérations concordantes prises dans les conditions prévues au VI de l'article 1639 A bis par l'organe délibérant de l'EPCI et du conseil municipal de la commune-membre intéressée, la commune peut reverser tout ou partie de la taxe d’aménagement à l'EPCI dont elle est membre, compte tenu de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de cette commune, de sa compétence ;

**Considérant** la charge que représente la gestion et le développement, sur le territoire des communes intéressées, des zones d’activités communautaires, relevant de DLVAgglo au titre de sa compétence développement économique ;

**Considérant** que ces charges de gestion et de développement contribuent à la valorisation desdites zones et par suite à l’attractivité économique des communes concernées, porteuse de recettes fiscales potentielles en termes de taxe d’aménagement ;

**Considérant** que les délibérations des communes et de l'EPIC prises dans ce cadre doivent être prises avant le 1er juillet pour être applicables à compter de l'année suivante, et sont notifiées aux services fiscaux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elles ont été adoptées ;

**Considérant** que les délibérations des communes et de l'EPIC prises dans ce cadre produisent leurs effets tant qu'elles ne sont pas rapportées ou modifiées ;

**LE CONSEIL MUNICIPAL  
APRES EN AVOIR DELIBERE,  
A L'UNANIMITE**

- **APPROUVE** le versement, à compter du 1er janvier 2026, au bénéfice de DLVAgglo, de la moitié des taxes d'aménagement perçues en année N-1, dans le périmètre des zones d'activités communautaires situées sur la commune. Sont concernées les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement des bâtiments, installations ou aménagements de toute nature soumis à un régime d'autorisation en vertu du code de l'urbanisme donnant lieu au paiement de la taxe d'aménagement, ainsi que les opérations de construction soumises à déclaration préalable ou à permis de construire, ayant pour effet de changer la destination des locaux.
- **APPROUVE** les modalités de reversement définies dans la convention jointe à la présente délibération.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention et tous documents afférents,
- **DIT** que la présente délibération sera portée à la connaissance des services de l'Etat et de la DLVAgglo en vue de sa bonne application,
- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2026.

Ainsi fait et délibéré, les jour mois et an que ci-dessus.

Pour Copie Certifiée Conforme.

**Le secrétaire de séance,**



**Michèle Saez**

**Le Maire,**



**Benoit GAUVAN**

Acte publié, Affiché et Notifié le :	06/06/2025
---	------------

*La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Marseille ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre.*

*Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.*

# CONVENTION DE REVERSEMENT D'UNE PARTIE DE LA PART COMMUNALE DE LA TAXE D'AMENAGEMENT DE LA COMMUNE DE XXXXXX A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DURANCE LUBERON VERDON AGGLOMERATION

Entre :

**La commune de XXXXXX**

Représentée par son Maire, M. XXXXXXXX, agissant conformément à la délibération du Conseil municipal en date du (à compléter).

Dénommée ci-après « la commune »

Et,

**La Communauté d'agglomération Durance Lubéron Verdon Agglomération**

Représentée par son Président, M. Camille GALTIER agissant conformément à la délibération n° CC-3-12-24 du Conseil communautaire en date du 10 décembre 2024.

Dénommée ci-après « DLVAgglo »

## PREAMBULE

Aux termes des articles 1379 et 1639 A bis VI, 1635 quater A et suivants du Code Général des Impôts (CGI), sur délibérations concordantes de l'organe délibérant de l'EPCI et du conseil municipal de la commune-membre intéressée, la commune peut reverser tout ou partie de la taxe d'aménagement à l'EPCI dont elle est membre.

Le 12 novembre 2024, en conférence des maires et sur proposition de la CLECT dans son rapport du 25 septembre 2024, les maires du territoire se sont positionnés favorablement à l'application de ce partage, sur le périmètre des zones d'activités communautaires. L'objectif de cette modification du pacte fiscal et financier est de « laisser les communes en action lorsque cela est plus pertinent (fonctionnement), et de « remonter » à l'agglo les ressources nécessaires quand une action communautaire l'est plus (investissements en zones).

La charge que représente la gestion et le développement, sur le territoire des communes intéressées, des zones d'activité communautaires, relève de la compétence de DLVAgglo. L'investissement dans les zones et leur bonne gestion contribuent à la valorisation desdites zones et par suite à l'attractivité économique des communes concernées, porteuse de recettes fiscales potentielles en termes de taxe d'aménagement.

Par suite, et sur la base de la délibération-cadre du 10 décembre 2024 approuvée à l'unanimité en conseil communautaire, la présente convention vient préciser les conditions dans lesquelles s'opérera ce reversement par les communes, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, sur la base de délibérations conjointes adoptées avant le 1<sup>er</sup> juillet 2025, ainsi que le périmètre des parcelles concernées.

**VU** l'article L.2331-5 du CGCT,

**VU** les statuts en vigueur de DLVAgglo,

**VU** les articles L 331-1 et L 331-2 du code de l'urbanisme,

**VU** le code général des impôts et notamment ses articles 1379 et 1639 A bis VI, 1635 quater A et suivants ;

**VU** le rapport de la CLECT du 25 septembre 2024, dûment approuvé,

**VU** le compte-rendu de la conférence des Maires du 12 novembre 2024,

**VU** la délibération CC-3-12-24 du conseil communautaire du 10 décembre 2024,

**VU** les délibérations conjointes de DLVAgglo et du conseil municipal de XXXXXXXX approuvant la présente convention,

**Il est convenu ce qui suit :**

**ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

- la commune de XXXXX continue de percevoir le produit de la taxe d'aménagement (TA) applicable à toutes les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement de bâtiments ou d'installations, nécessitant une autorisation d'urbanisme et qui changent la destination des locaux, sur l'ensemble des parcelles relevant de la zone d'activités communautaire, telles que définies en annexe de la présente convention,
- la commune de XXXXX reversera, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, la moitié des TA ainsi perçues sur ces parcelles, à DLVAgglo, selon les modalités définies dans la présente convention.

**ARTICLE 2 : CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION**

Le champ d'application de la présente convention porte sur les parcelles listées en annexe, correspondant aux zones d'activité suivantes :

<b>Commune</b>	<b>ZA</b>
La Brillanne	Les Iscles
Corbières en Provence	Le Moulin
Manosque	Saint Joseph
	Saint Maurice
	Les Grandes Terres

Oraison	Les Bouillouettes
Roumoules	L'Argentière
Sainte-Tulle	Les Bastides Blanches
Valensole	La Condamine
Villeneuve	Les Plaines du Logisson
Villeneuve	La Tranche
Vinon sur Verdon	Le Pas de Menc
Volx	La Carretièrre

La liste des parcelles sera mise à jour annuellement en fonction des modifications, divisions ou réunions parcellaires intervenues au courant de l'année N-1.

## ARTICLE 3 : MODALITES DE REVERSEMENT

### 3.1 Modalités et calendrier de reversement

Le reversement à DLVAgglo du produit de la TA perçu est annuel. L'année N+1, la commune reversera à DLVAgglo la moitié de la part communale due de la TA perçue l'année N.

Le 1er mars de chaque année, la commune transmettra à DLVAgglo un état récapitulatif des sommes perçues, par contribuable en N-1 sur le périmètre concerné par le champ d'application de la présente convention, conforme aux écritures passées au CFU N-1. Cet état mentionnera les références cadastrales, le nom du contribuable, le numéro de l'autorisation d'urbanisme, le taux et le montant perçu de TA, ainsi que le montant de la part à reverser à DLVAgglo. Cet état prendra également en compte les corrections résultant de remboursements sur opérations d'aménagement antérieures. Cet état sera signé par le Maire de la commune et contresigné par le Président de DLVAgglo.

### 3.2 Modalités de calcul

Le reversement est effectué sur les montants de TA perçus par la commune et entrant dans le champ d'application à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2026. L'ensemble des autorisations d'urbanisme délivrées à l'intérieur de ces zones, donnant lieu à perception de TA par la commune à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, est donc concerné, et il appartient à la commune de constituer l'état récapitulatif précisé plus haut, indépendamment des décalages de dates inhérents à la perception des taxes par rapport aux dates d'instruction des actes d'urbanisme : l'origine individuelle de la taxe perçue devra être identifiée, mais le fait générateur du reversement à DLVAgglo reste la seule perception par la commune de tout ou partie de la taxe induite.

Conformément aux principes de reversement délibérés par la commune et DLVAgglo, le montant du reversement au profit de l'agglo s'effectue à hauteur de 50 % des sommes perçues par la Commune en application du taux de la TA voté par la commune et applicable à la zone concernée, indépendamment du type d'aménagement ou d'acte d'urbanisme à l'origine de cette perception.

### 3.3 Paiement

Le montant global arrêté dans le tableau récapitulatif détaillé fera l'objet d'un titre de recette émis par DLVagglo au nom de la commune au plus tard le 1er juin de l'année N pour l'année N-1. Cette dernière s'acquittera du versement par mandat administratif en s'assurant que les crédits sont bien inscrits au budget.

### 3.4 Inscriptions budgétaires

Les reversements de TA sont imputés en section d'investissement du budget principal à l'article 10226 en dépenses pour la commune et à l'article 10226 en recettes pour DLVAgglo.

## ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION ET REVISION

La présente convention entre en vigueur au 1er janvier 2026 pour une durée de 3 ans. Arrivée à échéance, elle sera renouvelable annuellement, par tacite reconduction.

La présente convention pourra être modifiée par avenant accepté par les parties. Les dispositions de la présente convention sont soumises à révision, si besoin, par avenant, notamment dans les cas suivants :

1. A l'issue d'une modification législative ou réglementaire du régime des impositions affectées, réformant le régime de calcul des bases d'imposition ou des exonérations et dégrèvement ou de fixation des taux d'imposition ;
2. A l'issue de modifications du périmètre intercommunal ;
3. A l'issue de la définition de nouvelles zones d'activité communautaires ;

Les parties s'engagent à s'informer et à engager mutuellement les révisions rendues nécessaires.

## Article 5 : LITIGES

En cas de litige portant sur l'exécution ou l'interprétation de la présente convention, et après épuisement des voies amiables en vigueur, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif, dans le respect des délais de recours.

La présente convention sera transmise à Monsieur le Préfet des Alpes-de-Haute-Provence, ainsi qu'aux services de la DDFIP.

## ARTICLE 6 : ANNEXES

- Annexe 1 : Plans du périmètre des zones d'activités économiques concernées
- Annexe 2 : Liste des parcelles concernées
- Annexe 3 : Modèle d'état récapitulatif détaillé

**Fait à Manosque, le**

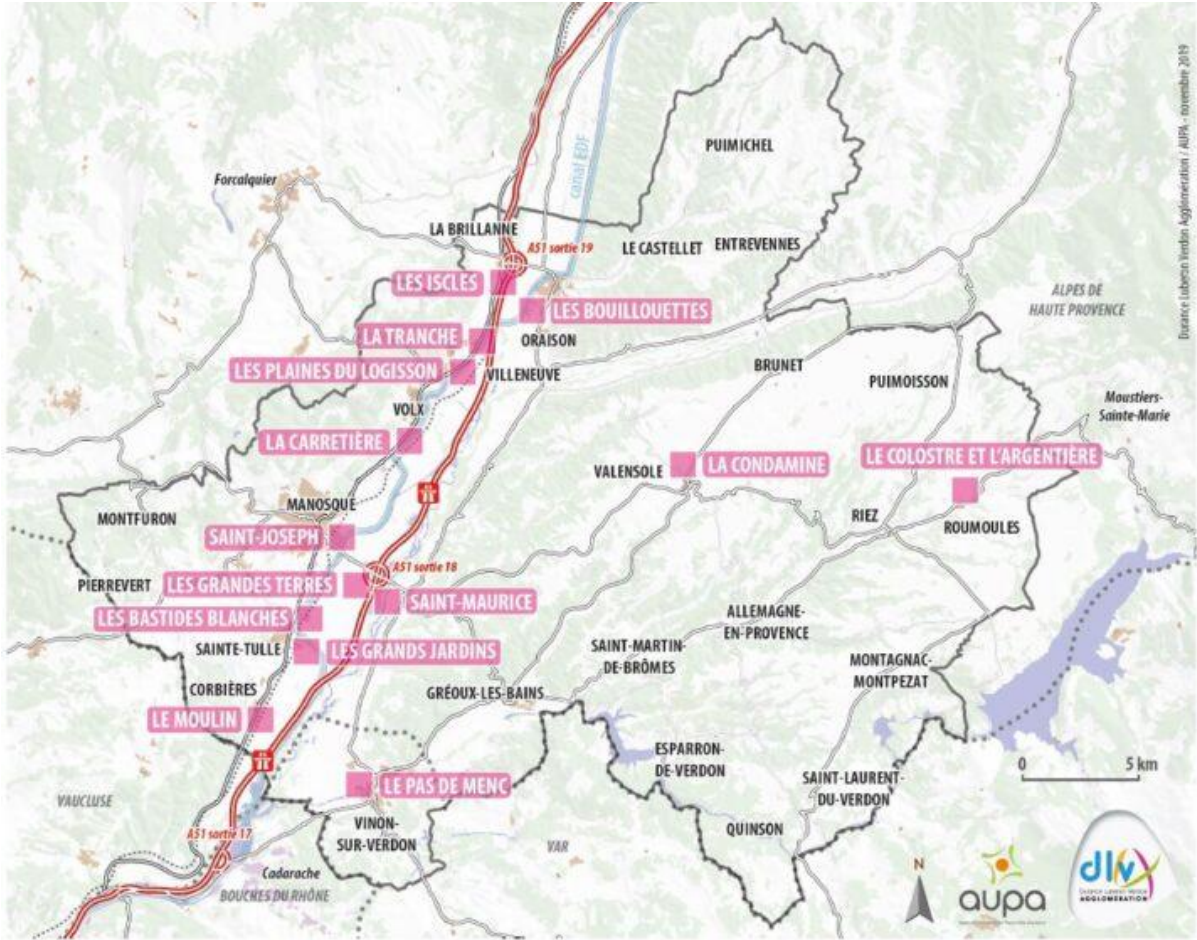
En 2 exemplaires originaux

Pour Durance Lubéron Verdon Agglomération

Le Président,  
Camille GALTIER

Pour la commune d'Oraison  
Le Maire

Annexe 1 :



Document Lubert-Tendon Agglomération / AUPA - novembre 2019

Annexe 2 :

## PÉRIMÈTRE DE LA ZONE D'ACTIVITÉS ORAISON LES BOUILLOUETTES



Annexe 3 :

Type AU	N° AU	Nom bénéficiaire	Montant TA	Date de mise en paiement	Section parcellaire	N° Parcelle	Zonage PLU
PC	004 112 22 ***	***	***	03/01/2025	BM	***	UH3
PC	004 112 22 ***	***	***	03/01/2025	BM	***	UH3
PC	004 112 22 ***	***	***	31/01/2025	BM	***	UH3
PC	004 112 22 ***	***	***	31/01/2025	BB	***	UH3
PC	004 112 22 ***	***	***	07/02/2025	E	***	UE4
PC	004 112 22 ***	***	***	07/02/2025	BN	***	UH2
PC	004 112 22 ***	***	***	07/02/2025	BE	***	UH3
PC	004 112 22 ***	***	***	07/02/2025	BI	***	UH3
PC	004 112 22 ***	***	***	28/02/2025	E	***	Ac
PC	004 112 22 ***	***	***	07/03/2025	ac	***	UH3
PC	004 112 22 ***	***	***	07/03/2025	E	***	UE4
PC	004 112 22 ***	***	***	07/03/2025	AA	***	UH3
PC	004 112 22 ***	***	***	07/03/2025	BI	***	UH3
PC	004 112 22 ***	***	***	07/03/2025	BM	***	UH3
PC	004 112 22 ***	***	***	14/03/2025	BM	***	UH3
PC	004 112 22 ***	***	***	21/03/2025		***	
PC	004 112 22 ***	***	***			***	
PC	004 112 22 ***	***	***			***	
PC	004 112 22 ***	***	***			***	
PC	004 112 22 ***	***	***			***	
PC	004 112 22 ***	***	***			***	